

AG/RES. 2175 (XXXVI-O/06)

LE DROIT À LA VÉRITÉ^{1/}

(Résolution adoptée à la quatrième séance plénière
tenue le 6 juin 2006)

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

CONSIDÉRANT la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, la Convention américaine relative aux droits de l'homme «Pacte de San José de Costa Rica», la Convention interaméricaine pour la prévention et la sanction de la torture, ainsi que la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes,

CONSIDÉRANT PARTICULIÈREMENT les articles 25, 8, 13 et 1.1 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme qui traitent du droit à la protection judiciaire, à la procédure régulière et aux garanties judiciaires, de la liberté d'expression et du devoir des États de respecter et de garantir les droits de la personne, respectivement,

CONSIDÉRANT AUSSI les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international des droits civils et politiques, de la Convention contre la torture et d'autres traitements ou peines cruels, inhumains et dégradants, des Conventions de Genève de 1949 et de leurs Protocoles additionnels de 1977, ainsi que d'autres instruments pertinents de la jurisprudence internationale relative aux droits de la personne et au droit international humanitaire, de même que de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne,

NOTANT l'universalité, l'interdépendance et l'indivisibilité et l'interrelation des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,

PRENANT NOTE des articles 32 et 33 du Protocole additionnel I, adopté le 8 juin 1977, aux Conventions de Genève de 1949, qui traite de la protection des victimes des conflits armés internationaux, qui reconnaissent le droit des familles de connaître le sort de personnes disparues au cours des conflits armés aussitôt que les circonstances le permettent,

SOULIGNANT que des mesures appropriées devraient également être prises pour identifier les victimes dans les situations qui ne sont pas de la nature d'un conflit armé, en particulier dans les cas de violations graves ou systématiques des droits de la personne,

RAPPELANT la résolution 2005/66 de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur le droit à la vérité,

RAPPELANT ÉGALEMENT la résolution AG/RES. 445 (IX-O/79) de l'Assemblée générale de l'Organisation des États Américains (OEA) sur la promotion des droits de l'homme, ainsi que les résolutions AG/RES. 510 (X-O/80),

1. La Délégation de El Salvador a émis une déclaration au sujet de cette résolution. Cette déclaration figure dans les procès-verbaux de la Trente-sixième Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA.

AG/RES. 618 (XII-O/82), AG/RES. 666 (XIII-O/83), et AG/RES. 742 (XIV-O/84) émanant de ce même organe et traitant des disparitions forcées,

PRENANT EN COMPTE la résolution AG/RES. 2134 (XXXV-O/05) de l'Assemblée générale de l'OEA sur les personnes portées disparues,

OBSERVANT que l'Assemblée générale a été saisie des rapports de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur le statut des droits de la personne dans certains pays de la région, lesquels mentionnent le droit à la vérité et reconnaissent que la disparition des personnes causent des souffrances et des privations spécialement à leurs familles et à toute autre personne qui y porte un intérêt légitime, en raison, d'une part, de l'incertitude quant à leur sort, et d'autre part, de l'impossibilité pour eux de leur prêter une assistance juridique, morale et matérielle,

OBSERVANT ÉGALEMENT que la Commission et la Cour interaméricaines des droits de l'homme ont reconnu le droit à la vérité dans le cadre des recommandations formulées et des arrêts rendus respectivement sur les diverses affaires individuelles de violations des droits de la personne,

CONSCIENTE que le droit à la vérité peut être caractérisé de manière différente dans quelques systèmes juridiques comme le droit de savoir, le droit d'être informé ou le droit à la liberté d'information,

PRENANT NOTE des conclusions du Séminaire régional «Mémoire, vérité et justice de notre passé récent», organisé en novembre 2005 dans le cadre de la réunion des hauts fonctionnaires compétents en matière de droits de la personne et des ministères des affaires étrangères du MERCOSUR et États associés, lesquels reconnaissent la dimension collective du droit à la vérité,

SOULIGNANT l'engagement que doit contracter la communauté régionale en faveur de la reconnaissance du droit dont jouissent les victimes de violations flagrantes de leurs droits humains, et de violations graves du droit international humanitaire, et dont jouissent aussi leurs familles et la société dans son ensemble, de connaître la vérité au sujet de ces violations, dans la plus large mesure possible, notamment en ce qui a trait à l'identité des auteurs de ces violations et à leurs causes, aux faits et circonstances entourant la perpétration de ces violations,

SOULIGNANT ÉGALEMENT qu'il est important que les États mettent en place des mécanismes efficaces pour la société dans son ensemble, et en particulier pour les familles des victimes, permettant de connaître la vérité au sujet des violations flagrantes des droits de la personne, et des violations graves du droit international humanitaire,

CONVAINCUE que les États doivent, dans leur cadre juridique interne, conserver des archives et d'autres éléments de preuves concernant les violations flagrantes des droits de la personne et les violations graves du droit international humanitaire afin de contribuer à faire connaître ces violations, d'enquêter sur les allégations, et d'offrir aux victimes l'accès à un recours effectif conformément au droit international, afin d'empêcher, entre autres motifs, que ces violations ne se reproduisent à l'avenir,

DÉCIDE:

1. De reconnaître l'importance de respecter et de garantir le droit à la vérité, afin de contribuer à mettre fin à l'impunité, à promouvoir et à protéger les droits de la personne.

2. D'accueillir avec satisfaction la création, dans plusieurs États, de mécanismes judiciaires spécifiques, ainsi que d'autres mécanismes extrajudiciaires ou *ad hoc*, comme les commissions de la vérité et de réconciliation, qui servent de complément au système judiciaire, afin d'apporter une contribution aux enquêtes sur les violations des droits de la personne et sur les violations du droit international humanitaire, et de rendre hommage à l'élaboration et la publication de rapports et décisions de ces organes.

3. D'encourager les États concernés à diffuser et à appliquer les recommandations des mécanismes nationaux extrajudiciaires ou *ad hoc*, tels que les commissions de la vérité et de réconciliation, et à assurer le suivi de leur application sur le plan interne, ainsi qu'à fournir des informations sur le respect des décisions des mécanismes judiciaires.

4. D'encourager d'autres États à envisager la possibilité de créer des mécanismes judiciaires spécifiques, et selon le cas, des commissions de la vérité et de réconciliation ou d'autres de nature similaire, qui servent de complément au système judiciaire, dans le but d'apporter une contribution aux enquêtes sur les violations flagrantes des droits de la personne et sur les violations graves du droit international humanitaire et aux mesures punitives à l'égard des coupables.

5. D'encourager les États et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) dans sa sphère de compétence, à prêter aux États qui le demandent l'assistance nécessaire et appropriée sur le droit à la vérité au moyen, entre autres interventions, de la coopération technique et de l'échange des informations relatives aux mesures administratives, législatives, et judiciaires nationales appliquées, ainsi que des données d'expériences et des pratiques optimales qui ont pour objet la protection, la promotion et le respect de ce droit.

6. De demander à la CIDH d'élaborer un rapport, aux fins de présentation au Conseil permanent, sur l'évolution du droit à la vérité dans le Continent américain, lequel rapport fera état des mécanismes et des expériences nationales portant sur cette question.

7. D'encourager tous les États à prendre des mesures pertinentes en vue d'établir des mécanismes ou institutions qui divulguent les informations sur les violations des droits de la personne, et assurent l'accès adéquat de tous les citoyens à ces informations afin de promouvoir l'exercice du droit à la vérité, et d'empêcher des violations des droits de la personne à l'avenir, ainsi que pour déterminer les responsabilités en la matière.

8. De demander au Conseil permanent de veiller au suivi de la présente résolution qui sera mise en œuvre en fonction des ressources allouées à cette fin dans le Programme-budget de l'Organisation ainsi que d'autres ressources, et d'adresser un rapport sur les suites qui y seront données à l'Assemblée générale lors de sa Trente-septième Session ordinaire.